

Travailler dans le secteur culturel : les raisons d'une orientation professionnelle

Dans un ouvrage paru récemment, Vincent Dubois livre son enquête sur les étudiants en administration culturelle, interrogeant parcours et vocation.



D nombreux travaux sociologiques ont récemment exploré différents aspects du travail et de l'emploi dans le secteur culturel : l'incertitude du «travail créateur» (Pierre-Michel Menger, *Le travail créateur : s'accomplir dans l'incertain*, Gallimard-Seuil, 2009), les modes d'organisation, l'instabilité et la précarité de l'em-

ploi (Olivier Pilmis, *L'intermittence au travail*, Economica, 2013), les types de satisfaction que procure l'activité («*Les rétributions du travail dans le secteur culturel*», *Sociétés contemporaines*, à paraître), ou encore les mobilisations collectives dont le conflit des intermittents du spectacle a donné le principal exemple (Jérémy Sinigaglia, *Artistes, intermittents, précaires en lutte. Retour sur une mobilisation paradoxale*, Presses universitaires de Nancy, 2012). Longtemps délaissé par les spécialistes du travail, le secteur culturel et artistique est ainsi devenu un lieu privilégié d'observation de ses mutations contemporaines, de la flexibilisation de l'emploi à l'organisation par projet, en passant par la valorisation de la créativité.

DE 5 DESS À 100 MASTERS !

L'essentiel de ces travaux demeure cependant consacré aux artistes, qui sont pourtant loin de former la seule catégorie de travailleurs dans ce domaine. Plus rares sont ceux qui s'intéressent aux activités d'intermédiation, ou plus largement d'organisation et de gestion (Wenceslas Lizé, Delphine Naudier, Olivier Roueff, *Intermédiaires du travail artistique. À la frontière de l'art et du commerce*, Documentation française, 2011). L'attention portée à l'activité et à ses modes de structuration socioéconomique a, par ailleurs, détourné d'une réflexion sur les trajectoires qui, en amont, orientent les individus vers ce secteur, à l'exception là encore du cas des artistes («Vocations artistiques», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2007, n°168).

Je propose, dans mon récent livre *La culture comme vocation* (éd. Raisons d'agir, 2013), un éclairage sur ces deux aspects, en analysant les raisons qui conduisent aujourd'hui de jeunes diplômés à s'orienter vers les métiers



Vincent Dubois
Sociologue
et politiste, professeur à l'université de Strasbourg

de l'administration et de la gestion culturelle. Ces métiers se sont fortement développés depuis les années 1980. Ils se sont professionnalisés, au sens où ils constituent davantage qu'auparavant des fonctions spécialisées dans lesquelles il est devenu possible de s'engager durablement. Pour autant, ils ne correspondent guère au modèle des professions établies, avec une filière de recrutement unifiée, des tâches et compétences clairement définies et la possibilité d'une progression de carrière linéaire. Si l'on pouvait y voir il y a vingt ans la marque de l'inachèvement d'un processus de professionnalisation en cours, la relative indétermination de ces métiers apparaît

aujourd'hui comme une de leurs caractéristiques durables, liée au mode de fonctionnement du secteur culturel marqué notamment par la petite taille des structures, qui limite la spécialisation, ou l'éclatement des statuts et des sous-secteurs, qui entrave la formation d'un groupe professionnel unifié. Ce flou peut du reste être un des facteurs d'attractivité de ces métiers. La diversité des voies d'entrée possibles et des profils correspondants démultiplie les candidats potentiels, des gestionnaires intéressés par la culture aux artistes en quête de reconversion. L'organisation par projet et l'absence de limites posées a priori au développement de l'activité dans ce domaine accréditent l'idée que, malgré la concurrence, il reste toujours possible de tenter sa chance. La faible formalisation des postes entretient quant à elle l'espoir de tracer sa propre voie et d'éviter la routine.

L'essor des formations qui y préparent participe de ce mouvement de professionnalisation, en même temps qu'il contribue à l'éveil de vocations auprès d'étudiants en quête d'orientation professionnelle. Pour cinq DESS au début des années 1990, on compte aujourd'hui plus de 100 masters universitaires. L'augmentation du niveau de diplôme à l'entrée sur le marché de l'emploi se double ici d'une exigence nouvelle de formation spécialisée. C'est là un des facteurs de différenciation entre les générations d'administrateurs culturels. Autrefois fréquents, les parcours d'autodidactes, de militants culturels devenus professionnels, d'animateurs socioculturels passés à la culture ou de promus peu diplômés accédant à des fonc-

tions de direction sont désormais très improbables. Par contraste, les diplômés de masters spécialisés paraissent présenter un profil plus standardisé, d'emblée pétris d'une logique gestionnaire à laquelle leurs aînés avaient dû bon an, mal an, se convertir.

FÉMINISATION ET LUTTE CONTRE LE DÉCLASSEMENT SOCIAL

Ce n'est là qu'une des transformations intervenues au cours de ces dernières décennies. La féminisation en est une autre, majeure. Pas moins de 85% des étudiants qui postulent aujourd'hui à un master d'administration culturelle sont des candidates. Une telle proportion ne se retrouve que dans les formations du secteur social et paramédical. Ce taux ne reflète pas, loin s'en faut, la répartition actuelle des genres dans les métiers de l'administration culturelle, à peu près à parité, et qui demeurent nettement masculins aux postes de direction. Il correspond plutôt à un processus de féminisation en cours. La plus forte propension des femmes à s'y orienter aujourd'hui s'explique par la dynamique des trajectoires scolaires des filles, plus nombreuses à choisir des filières littéraires, combinée au fait qu'elles sont davantage soumises qu'auparavant à l'obligation d'affirmer un projet professionnel, et plus enclines que les garçons à abandonner la perspective d'une activité créatrice au profit de tâches d'organisation et de médiation.

La féminisation s'accompagne de l'élitisation du recrutement social. Les métiers d'intermédiaires culturels pouvaient constituer une voie d'ascension sociale pour les diplômés de l'enseignement supérieur issus des classes populaires et des fractions inférieures des classes moyennes. Aujourd'hui, seuls 12% des candidats à un master d'administration culturelle sont des enfants d'ouvriers, d'agriculteurs ou d'employés. Si elles n'ont pas entièrement disparu, ces perspectives d'ascension sociale sont désormais fortement concurrencées par un mécanisme classique, mais inédit dans ce domaine, de reproduction professionnelle. 17% des candidats ont en effet un de leurs parents qui travaille dans le secteur culturel. Surtout, cette orientation est suivie par des individus socialement et culturellement privilégiés (45%). La mobilité sociale ascendante tend donc à s'effacer derrière la stratégie de lutte contre le déclassement, scolaire et social, des membres d'une génération sur-sélectionnée scolairement et favorisée socialement, pour laquelle le maintien du statut social des parents ou l'obtention d'un emploi d'un niveau correspondant à celui de leurs diplômes est tout sauf garanti. Du fait du prestige et des relations valorisantes que permet d'escompter une activité dans le secteur culturel, par la mise au second plan de la stabilité de l'emploi et de la rémunération derrière l'intérêt porté au travail et l'épanouissement dont il porte la promesse, et parce que ce domaine demeure perçu

comme suffisamment ouvert pour entretenir l'espoir d'y trouver sa place et, comme on dit, de «rebondir», les métiers de l'administration culturelle peuvent s'inscrire dans cette logique de lutte contre le déclassement.

Ces quelques indications n'épuisent évidemment pas les raisons d'une telle orientation, plus amplement développées dans le livre. Ni reprise des raisons que les individus se donnent à eux-mêmes pour expliquer leur «choix», ni, symétriquement, sociologisme qui consisterait à réduire ces orientations à l'identification de facteurs déterminants, je me suis efforcé de rendre compte du «travail de vocation» qu'accomplissent les individus en transformant les déterminations en motivations. Lorsqu'elle existe, cette vocation se distingue des autres en ce qu'elle vise moins un métier et les fonctions spécifiques qui lui correspondent (comme c'est le cas pour les médecins ou les enseignants) qu'un secteur d'activité valorisé en tant que tel, sans que les tâches qu'on y exercera ne soient clairement identifiées. Souhaiter «travailler dans la culture» n'équivaut cependant que rarement à s'orienter vers un créneau culturel ou une esthétique particulière (c'est le cas, par exemple, des fans ou musiciens qui se destinent aux musiques actuelles). Dans la plupart des cas, l'espace des choix possibles demeure largement ouvert, à l'image des goûts personnels, volontiers éclectiques. Cet éclectisme affiché est toutefois modéré : il n'intègre que très exceptionnellement les formes de culture les plus commerciales ou populaires, et ne s'aventure guère plus du côté des avant-gardes artistiques. Il s'associe plutôt à une conception assez légitime et institutionnelle de la culture, qui correspond en fait à des projections d'avenir professionnel. C'est d'une certaine manière également le cas du rapport au politique. Les nouvelles générations, auxquelles le passage par une formation spécialisée confère un profil plus technique, se distinguent sous ce rapport des générations précédentes, parmi lesquelles la trajectoire professionnelle est plus souvent liée à un engagement militant. Dans un état de l'offre politique qui favorise moins que pour les générations précédentes des formes d'identification fondées sur l'appartenance politique, et dans un état du marché de l'emploi qui génère de fortes incertitudes quant à l'avenir, l'articulation des orientations politique et professionnelle consiste moins en un choix proprement politique du métier qu'en une manière d'envisager la politique au prisme des projections dans l'emploi. C'est ainsi qu'on comprend notamment le sens que peut revêtir pour les candidats d'aujourd'hui la référence à la « démocratisation culturelle », qui, largement départie de sa résonance proprement militante, et convertie de longue date en rhétorique institutionnelle, permet néanmoins de continuer à donner, fut-ce à minima, un sens « politique » à son orientation professionnelle. ■

La culture comme vocation,
Vincent Dubois. Éd. Raison d'agir,
2013, 210 pages, 20 €

